



Sidérurgie: Aux armes

Seite 10



Moins de déchets

Page 11



Auf der Schiene

Seite 12



Wirbel um Sandy

Seite 13

Crowdsourcen gegen Orwell

Wie viele Überwachungskameras braucht das Großherzogtum?

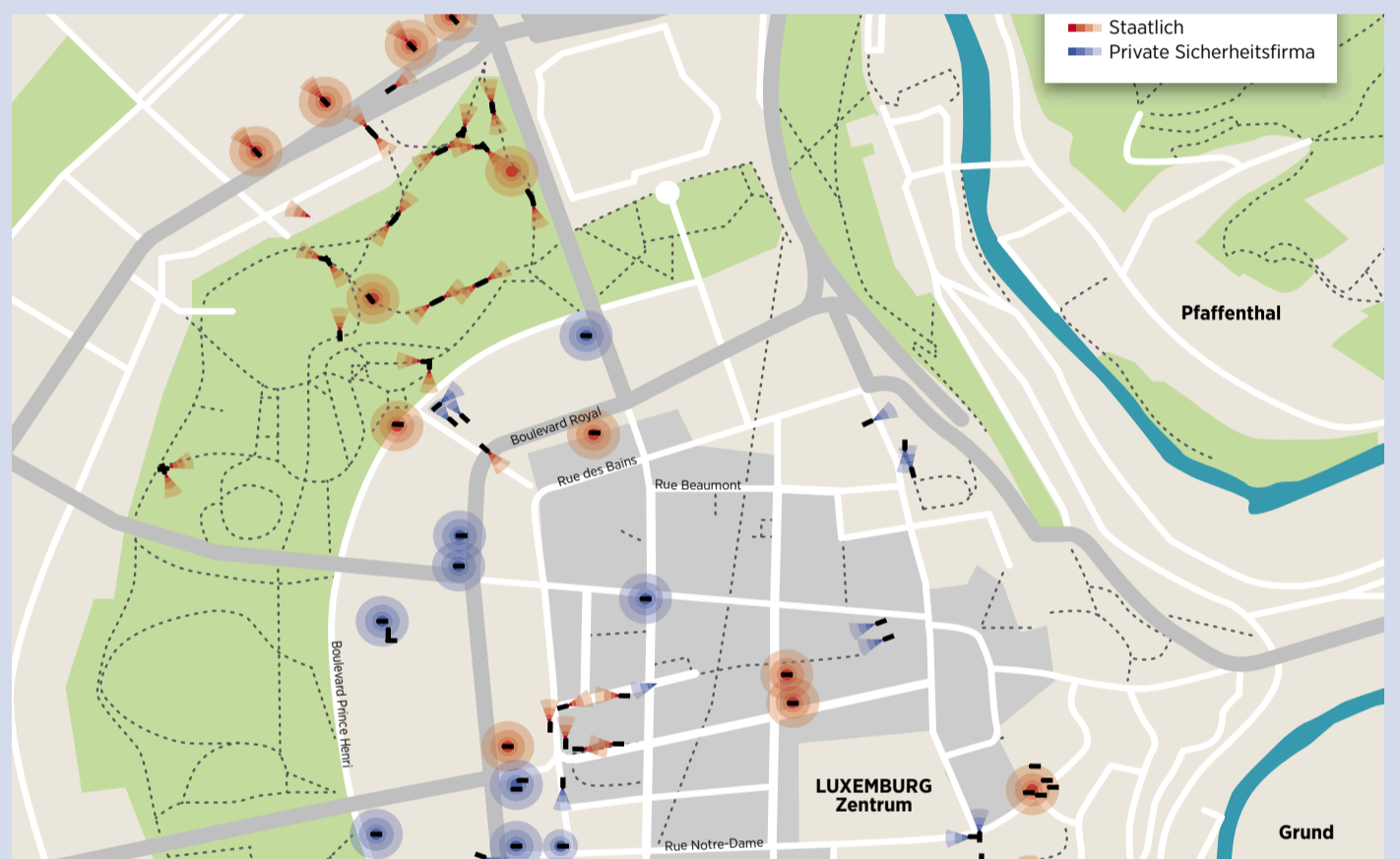
LUXEMBURG
SVEN WOHL

Wer heute in den großen europäischen Städten einen Blick um sich wirft, der kann sich schon so vorkommen, als wäre er in George Orwells Dystopie angekommen. Kameras sind in fast allen Städten vollkommen üblich und werden unter dem Deckmantel der Sicherheitsförderung immer öfter eingesetzt. Ein Trend, den auch die Mitglieder des luxemburgischen Chaos Computer Club mit Sorge betrachten.

Denn die Kameras, die vielerorts eingesetzt werden, sind nicht nur ein akuter Eingriff in die Privatsphäre, sondern sind auch noch ziemlich leicht zu hacken. Funksignale können überraschend einfach abgefangen werden und die Daten sind außerdem nur selten verschlüsselt. Ein Kinderspiel also, den eigenen Voyeurismus oder kriminelle Energie ausleben zu können. Denn Verbrechen verhindern können die Kameras nicht, so Jan Guth, vom Chaos Computer Club Luxemburg. Die Hacker belassen es aber nicht nur bei den bloßen Worten, sondern schreiten auch zur Tat. Oder besser noch: lassen zur Tat schreiten. „Crowdsourcing“ ist das Stichwort, denn indem mehr Bewusstsein für die konstante Überwachung geschaffen wird, soll die Orwellsche Schreckensvision gekontert werden. Und dies kann am besten erreicht werden, wenn einmal vorgeführt wird, wie viele Kameras es bereits in Luxemburg gibt.

Der große Bruder im Internet

Hier kommt dann die neu gegründete Plattform Big-Brother.lu ins Spiel: Dort können von allen Nutzern Überwachungskameras auf einer Karte eingefügt werden, und das später auch per App. Dabei wird die Datenbank mit mehreren Informationen gefüttert: Neben



In der Hauptstadt wimmelt es nur so von Überwachungskameras

Foto: LJ / bigbrother.lu

dem genauen Standort ist auch wichtig, wer diese betreibt und welche Winkel sie erfassen kann.

Dabei gibt es zwei Oberkategorien. Zum einen gibt es Kameras, die von der staatlichen Seite her kontrolliert werden, zum anderen gibt es Kameras, die von privaten Sicherheitsfirmen überwacht werden. Das könnte mancherorts für ein böses Erwachen sorgen, denn

sicherlich sind viele Kameras nicht wie vorgesehen bei der „Commission nationale pour la protection des Données“ (CNPD) registriert. Thierry Lallemand vom CNPD meinte auf Anfrage hin, dass man jeder Meldung nachgehen würde, die Plattform jedoch nicht systematisch jeden Tag nach unangemeldeten Kameras absuchen werde. ●

Retour à la case départ

La direction de Luxair dénonce les conventions collectives

LUXEMBOURG Réunion d'urgence houleuse hier matin sur l'avenir de Luxair pendant laquelle la direction a soumis un accord aux syndicats sur la poursuite des négociations dans le cadre de la renégociation des conventions collectives de travail chez la compagnie aérienne luxembourgeoise.

Le texte prévoyait une reconduction tacite des deux conventions collectives (ouvriers et employés) pour l'année 2013. En contrepartie, les syndicats devraient s'engager notamment de renégocier des concessions sur la durée et la flexibilité du temps de travail ainsi que le salaire et ses composantes.

Luxair accepterait de prendre en considération le cahier des revendications des délégations syndicales à condition que l'ensemble de mesures négociées permettent de contribuer à la diminution de la charge salariale de la société.

«Un pur chantage»

Enfin, les parties signataires auraient aussi accepté que l'ensemble des mesures dégagées lors des futures négociations relèvent d'un caractère temporaire et qu'elles peuvent être négociées en partie ou en totalité dans le cadre d'un plan de

maintien dans l'emploi. «Un pur chantage» destiné à négocier vers le bas les conditions actuellement en vigueur, s'emportent les syndicats OGBL, LCGB et NGL-SNEP dans un communiqué de presse commun.

Négociations en route depuis six mois

Ils ont donc refusé de signer le document en question, notamment aussi parce qu'en aucun moment, la direction n'aurait été en mesure de présenter des chiffres justifiant leur affirmation selon laquelle la situation financière de l'entreprise serait mauvaise.

La direction de Luxair et le président du conseil d'administration auraient alors signifié une dénonciation des conventions collectives et un retour à la case départ en ce qui concerne les négociations, en route depuis six mois déjà.

«Avec la dénonciation des conventions collectives, la direction Luxair se met sur un pied d'égalité avec la direction de Cargolux qui était la première entreprise à prendre l'initiative de mettre en question le modèle social luxembourgeois, une démarche qui est apparemment tolérée par le gouvernement luxembourgeois», dénoncent les syndicats. Pour pour-

suivre aussitôt leur attaque: «on doit malheureusement constater que la société Luxair, faute de stratégie pour une pérennisation des activités, met la priorité sur des coupures au niveau du personnel employé».

En temps de crise, une société responsable se devrait de donner un signal fort à ses employés en garantissant de bonnes conditions de travail et une sauvegarde de leurs existences par le biais d'une pérennisation des emplois.

Un plan stratégique avant la fin de l'année

A l'image de Cargolux, Luxair traverse également de fortes turbulences en ce moment. Un plan stratégique se trouve actuellement en cours d'élaboration pour redresser la barre. Les consultants de Roland Berger devraient soumettre le document avant la fin de l'année.

D'ici là, remous assurés au niveau syndical: OGBL, LCGB et NGL-SNEP ont d'ores et déjà décidé d'étendre leur action de protestation le 13 novembre prochain devant la Chambre des Députés contre la politique de Cargolux et ont appelé les salariés de Luxair à y participer massivement.

CLAUDE KARGER